

ENREGISTREMENT INTEGRAL DES INTERVENTIONS

(Le style oral de l'intervention a été conservé)

Martine Sevegrand, historienne, spécialiste du catholicisme français au XX^e siècle

On m'a confié une tâche bien lourde : l'Eglise catholique face au conflit israélo-palestinien. Il y a d'un côté le Saint-Siège et l'Etat d'Israël, de l'autre l'Eglise comme institution religieuse et Israël au sens religieux également ; tout cela doit faire bon ménage et le moins qu'on puisse dire c'est que ça ne fait pas bon ménage.

Je vais commencer par le concile Vatican II – ce n'est pas du politique mais on y viendra très vite – avec notamment la déclaration *Nostra Aetate* (« À notre époque ») sur les relations de l'Église catholique avec les religions non chrétiennes. Cette déclaration promulguée le 28 octobre 1965 n'était pas prévue au départ du concile, mais, après l'immense événement que fut la Shoah, des gens ont poussé à ce que cette question soit traitée. Dans cette déclaration, deux paragraphes portent sur les religions non chrétiennes et le troisième porte sur l'islam en mettant en avant la figure d'Abraham. On peut se dire qu'il y avait là une possibilité de développement avec l'islam, avec la grande figure de Louis Massignon qui permettait d'envisager des relations entre toutes les religions abrahamiques. Mais non, ça a été absolument écarté. Et puis il y a deux paragraphes sur Israël avec la grande citation sur laquelle tout repose (le chapitre 11 de l'épître de Paul aux Romains) qui dit : tout Israël sera sauvé, et les dons de Dieu sont irrévocables. La relation avec les juifs s'est développée à partir de là. C'était nécessaire car l'Eglise avait un passé clairement antisémite – et pas seulement anti-judaïque, un terme qui met uniquement l'accent sur la dimension religieuse alors que si on relit le journal *La Croix* dans les années 1890, on y décrit les Juifs comme faiseurs de fric, et j'en passe. *Nostra Aetate* a fait beaucoup réagir, je pense notamment au grand rabbin Kaplan (qui n'était pas encore grand rabbin) qui a dit : les juifs n'ont plus à se convertir. Les catholiques ont protesté, et en premier lieu le cardinal Daniélou.

Je passe au second événement, qui est lié au premier, à savoir la guerre de 1967 (dite des « Six-Jours »). Au début, un grand journal du soir a titré « Les Arabes attaquent Israël ! ». Vous imaginez la crainte qu'ont dû éprouver les Juifs français. Et puis après la crainte est venue l'exaltation. Au bout de six jours, le général Dayan était au Mur des lamentations à Jérusalem, le drapeau israélien flottait sur le Mont du Temple (l'Esplanade des Mosquées pour les Arabes). Cela a eu des répercussions notamment là où existait déjà un rapprochement entre juifs et chrétiens, en particulier à travers l'Association des amitiés judéo-chrétiennes de France (AJCF) créée en 1947 par l'historien juif Jules Isaac et dirigée par l'écrivain et homme politique catholique Jacques Madaule avec des juifs mais aussi des protestants. Il s'agissait d'abord de lutter contre l'antisémitisme en France. Mais quand arrive la guerre des Six-Jours et que l'AJCF se contente de publier deux petits communiqués, les Juifs français sont stupéfaits : « Comment, alors que nous avons affronté une telle menace, vous n'avez sorti que ça ? » Les Juifs de l'AJCF ne supportaient plus qu'on se limite à un combat à l'intérieur de la France parce que pour eux, soudain, l'Etat d'Israël était devenu quelque chose de très important. Dès lors tout va changer. Ils se mettent à parler de la terre et à la revendiquer, ce qui n'était pas évoqué dans les dix

points de la conférence internationale de Seelisberg en Suisse (réunie du 30 juillet au 5 août 1947 pour étudier les causes de l'antisémitisme chrétien et tenter d'y porter remède) et qui est le point de départ de l'AJCF. Celle-ci connaît alors une grave crise : tous les chrétiens de gauche s'en vont parce que pour eux l'occupation des territoires palestiniens est inacceptable – je pense à de grands pasteurs protestants anciens résistants comme Georges Casalis et Etienne Mathiot ; du côté catholique à Jacques Chatagner, secrétaire national du Mouvement de la paix et président des éditions Temps présent. L'AJCF va tranquillement se rallier à un combat beaucoup plus large qui inclut le soutien à l'Etat d'Israël. D'autant plus que ce sont révélées aussi, au plan religieux, des personnalités catholiques qui sont des juifs convertis – car il y a eu un grand mouvement de conversion de juifs dans l'entre-deux-guerres qui a conduit des personnalités éminentes à rejoindre l'Eglise catholique, comme Bruno Hussar, né en Égypte, venu en Israël en tant que dominicain et fervent partisan de l'Etat d'Israël. Ces personnalités sont arrivées avec leur bagage juif auquel elles n'avaient pas l'intention de renoncer et c'est bien normal, et elles vont jouer un grand rôle y compris au Concile Vatican II. La situation se complique donc si bien qu'à Jérusalem on a deux institutions dominicaines : du côté israélien la maison St-Isaïe fondée en 1960 par Bruno Hussar, du côté arabe l'Ecole biblique et archéologique de Jérusalem beaucoup plus ancienne (1890) et propalestinienne. Le problème se situe donc au cœur de l'Eglise. A l'Amitié judéo-chrétienne de France, Jacques Nadaule a tenté de maintenir les choses à peu près en l'état jusqu'à son départ en 1975. Puis deux femmes lui ont succédé, avec une absence de retenue totale dans la vision de l'Etat d'Israël ; à chaque événement c'était toujours Israël qui avait raison... Jusqu'au dernier directeur depuis 2020, qui est encore en place aujourd'hui, Jean-Dominique Durand, éminent universitaire, historien spécialiste du catholicisme et de l'Italie, qui a fréquenté l'université du Latran. L'AJCF est aujourd'hui totalement insérée dans l'Eglise catholique, elle est représentée dans tous les diocèses. Avec ses 40 groupes locaux, elle joue un rôle non négligeable.

Il faut aussi parler du rôle des évêques français. On pense tout de suite à Mgr Lustiger, mais je pense d'abord à Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg, un diocèse qui comprend une importante communauté juive. C'est lui qui fut le premier président de la Commission épiscopale des relations avec le judaïsme (CERJ). Après la création de cette commission, on a créé un petit service des relations avec l'islam – qui a été renommé « service des relations avec les musulmans » parce qu'il ne faut pas dialoguer avec l'islam... Ce service n'a pas produit grand-chose, alors que la CERJ a publié un premier texte important en avril 1973, qui fait partie des textes officiels auxquels on continue à se référer aujourd'hui. Ce fut le premier texte provenant d'évêques qui reconnaît à Israël le droit à la terre, ce qui a fait beaucoup de bruit dans les pays arabes, mais ces derniers avaient déjà protesté au moment du concile quand ils ont vu arriver le texte parce qu'ils avaient compris que si on était en principe sur le plan religieux, le politique n'était pas très loin.

J'en arrive à un autre événement important, la reconnaissance de l'Etat d'Israël par le Vatican en décembre 1993. Cela faisait deux ans que les négociations avec l'OLP étaient en cours, qui aboutirent à la fameuse signature des accords d'Oslo à Washington. A l'époque tout le monde croyait que la paix allait arriver, c'est ce qui se disait dans la plupart des médias. L'Eglise catholique n'a pas voulu être la dernière à reconnaître Israël. Mais la reconnaissance s'est faite à la va vite à tel point que l'on ne s'est pas occupé du statut des congrégations ni des questions financières, alors que l'Etat d'Israël voulait

toujours faire payer des impôts à ces communautés. Mais une fois qu'Israël a obtenu sa reconnaissance, les choses ont traîné en longueur et elles n'ont toujours pas abouti aujourd'hui. En contrepartie de cette reconnaissance, pour que les Palestiniens aient quand même quelque chose, le Saint-Siège a reconnu l'OLP mais la suite des événements n'a pas été celle qu'on aurait pu espérer.

J'en viens à un dernier point : les avancées théologiques depuis la déclaration *Nostra Aetate*, la naissance de ce que j'appelle le judéo-christianisme. Sur le plan théologique, ce dialogue a abouti à la reconnaissance de la terre d'Israël ; ça faisait partie du débat parce que pour la plupart des juifs, tous les débats le montrent, il ne peut y avoir d'accord avec les catholiques s'il n'y a pas reconnaissance de la terre, c'est fondamental. Jusqu'à ce que Mgr Michel Sabbah, le patriarche latin de Jérusalem, d'origine palestinienne, tente de trouver un accord a minima à partir de la lecture de la Bible. Même si le cardinal français Lustiger a apporté sa pierre au débat, les réflexions avaient lieu à Rome, à la commission biblique pontificale. Lustiger, qui a été pendant tout son épiscopat très pro-israélien, se voulait entièrement juif ; il a d'ailleurs été mal traité par les juifs parce que pour eux ce n'est pas possible d'être à la fois juif et catholique. Il était très exigeant avec les évêques. Par exemple quand un évêque français allait à Jérusalem, il devait obligatoirement loger dans le quartier juif, pas dans le quartier arabe... En 2002, à la fin de sa vie, Lustiger a publié un livre important, *La promesse*, où il s'exprime comme juif et comme catholique. Il fait une espèce de synthèse devant aboutir à l'existence d'une Eglise hébreophone à côté d'une Eglise des païens. Il manifeste d'ailleurs dans ce livre un certain mépris à l'égard de ces païens— rien que le mot lui-même est méprisant. Il voulait une Eglise en deux parties. On ne sait pas comment cela aurait fonctionné mais les travaux ont continué et aujourd'hui il y a des livres qui montrent comment cela pourrait se faire ; par exemple celui de Gavin D'Costa, professeur émérite de théologie catholique à l'université de Bristol, *Doctrines catholiques sur le peuple juif après Vatican II* (Cerf, 2023). Selon lui, être juif pratiquant ou être catholique c'est la même chose, on a le salut tout autant, on peut passer de l'un à l'autre. D'Costa a des formules étonnantes : Jésus dit que l'*ecclesia* catholique juive émergente a un témoignage spécial à porter : il est possible d'être disciple de Jésus tout en restant juif et catholique ; cela ne signifie pas que l'*ecclesia* issue des nations n'ait pas de rôle à jouer dans le témoignage mais des ministères différents pourraient émerger au sein de l'Eglise catholique. Cela va très loin. On comprend aussi qu'aujourd'hui l'Eglise catholique va être, à un moment donné, un peu gênée avec ce qui se passe à Gaza. Certes on a eu quelques mots du pape François avant même ce qu'il a dit récemment sur le génocide – il me semble d'ailleurs un peu étonnant de demander une « expertise », alors que les experts de l'ONU et beaucoup d'ONG ont déjà fait des rapports très sérieux sur la question. Médecins sans frontières, Oxfam, Save the Children, Amnesty International, etc. expertisent depuis plus de treize mois et l'on est maintenant bien au courant de la volonté génocidaire de l'Etat d'Israël – même s'il n'a pas encore eu le temps d'exterminer tous les Gazaouis, les intentions existent. J'ai entendu hier un médecin britannique qui témoignait devant le Parlement et qui disait qu'il voyait des drones descendre pour frapper spécifiquement les enfants, il en était bouleversé. Je crois que l'Eglise catholique, qui a eu à assumer la Shoah – difficilement mais elle l'a fait – avec les responsabilités qui étaient les siennes, va avoir demain à assumer le génocide à Gaza – elle ne va pas l'arrêter évidemment puisqu'on ne peut pas parler de non-violence avec Netanyahu et la plupart des jeunes israéliens qui sont au combat. Vous avez vu ces reportages sur de jeunes soldats rigolards qui se

filment eux-mêmes en portant des sous-vêtements de femmes palestiniennes, ou roulant sur des vélos d'enfants tués. Je ne dis pas que tous les soldats israéliens sont comme ça mais il y a quand même une proportion très importante qui ont l'air très contents de ce qui se passe. Tout cela va nous poser un problème. Celui d'abord de la survie des gens parce que vous savez aussi ce qui se passe en Cisjordanie et comment on les expulse de chez eux, la grande question c'est cette survie. Et nous qui sommes ici et qui pouvons faire si peu de choses, le peu qu'on peut faire il faut le faire. Comme catholiques, comment agir face à cette situation, quelle position prendre ? Excusez-moi de m'être laissée aller à la fin, mais je pense vous avoir dit l'essentiel par rapport à l'Etat d'Israël et au concile Vatican II auquel il n'y a rien à reprocher. Le problème, c'est la suite. Je vous remercie.

Martine Sevegrand